

BOUMERDES / SUITE A L'ASSASSINAT DE LEUR IMAM PAR LE GSPC

Des villageois de Amsetass assiègent la wilaya et exigent des armes

Suite à l'assassinat, vendredi dernier, de l'imam du village de Amsetass, bourgade située au nord-est de la commune de Keddara, dans la daïra de Boudouaou, plusieurs dizaines de villageois, en majorité des jeunes, ont observé dans l'après-midi de samedi un sit-in devant le siège de la wilaya de Boumerdes pour dénoncer, d'une part, ce nouveau crime des hordes du GSPC et, d'autre part, exiger des mesures d'ordre sécuritaire permettant la protection de leur localité isolée au pied du fameux massif de Bouzegza, des incursions criminelles des islamistes armés. L'action des villageois se déroulait dans le calme devant l'entrée du siège de la wilaya jusqu'au moment où les protestataires, qui attendaient la sortie de leurs délégués qui s'entretenaient avec les responsables de la wilaya, ont aperçu un policier en civil qui relevait les numéros minéralogiques des véhicules des contestataires.

A ce moment, la colère des citoyens est subitement montée de plusieurs crans. La foule s'en est prise au policier qui a failli être lynché. Il n'a dû son salut qu'à l'intervention du docteur Benhabylès dont le cabinet,

où l'agent s'est précipitamment réfugié, est situé à quelques mètres.

Par la suite, la foule a déversé sa colère sur la voie publique. De toutes parts des accusations fusaiement. Les villageois s'en prenaient aux services de sécurité sans en désigner distinctement le corps mis en cause mais les autorités ont également eu pour leur grade : "Ils nous ont enlevé nos armes pour nous livrer aux terroristes !" "Après l'assassinat de notre imam nous avons appelé les services de sécurité et nous leur avons indiqué l'endroit où se trouvaient les criminels mais personne ne s'est déplacé ! C'est honteux." "Nous sommes sortis les mains nues pour affronter les terroristes mais que pouvions-nous faire contre des klaschs." "Nous voulons la sécurité ! nous sommes aussi des humains ! Personne n'a le droit de nous abandonner !" "Qu'on nous rende nos armes."

Le P/APC de Keddara leur aurait conseillé de déménager pour éviter de se faire massacrer un à un. K. A., la cinquantaine, avoue qu'il n'avait pas mis les pieds dans la mosquée qui se trouve à quelques mètres de son domicile depuis 1994. "Ils (les terro-

ristes) me tueront comme ils ont assassiné mon frère et mon neveu." Puis il nous décrit la situation de sa localité qui ne dispose d'aucune commodité, même pas de route. Selon lui, environ 2 000 personnes vivaient paisiblement dans ce village, "actuellement il ne reste pas plus de 900 personnes à causes des terroristes qui ont commis des exactions dont plusieurs assassinats restés impunis à ce jour".

Avant de préciser justement qu'il y a moins d'un mois, un homme avait été assassiné par le même groupe terroriste.

Pour rappel, l'imam de Amsetass, Bouadja Ali, 58 ans, a été assassiné vers 14h au sortir de la prière du vendredi.

Il était attendu à la sortie par trois terroristes armés de fusils d'assaut de type kalachnikov qui l'ont criblé de balles. "C'est un homme de religion courageux qui ne dit que la parole de Dieu. Malgré les menaces de l'"émir" Tikhherbine et l'assassinat de son fils, par les mêmes terroristes qui lui ont tendu un guet-apens, il avait continué à dénoncer l'injustice et la hagra.

Il avait refusé d'abdiquer devant les terroristes", s'indigne un citoyen.

Ce nouveau forfait serait l'œuvre de la seriate commandée par l'"émir" Tikhherbine. En plus de la marginalisation dont ils font l'objet, ces villageois subissent à l'instar d'autres villageois les vexations des terroristes du GSPC.

La rancœur née de la frustration devant l'injustice flagrante qui fait des terroristes d'hier des intouchables d'aujourd'hui mais sans pour autant que cette vision et cette démarche ne fassent cesser les crimes contre eux.

Cette situation inédite dans le monde a donné à ces paisibles villageois le courage de dénoncer leur situation intenable et ce, peut-être par délégation également de la majorité qui observe un silence imposé. Par ailleurs, la sortie de ces villageois est elle-même une question lancinante dont la réponse pourrait déterminer la gravité de la crise que vit notre pays ou celle à venir.

Les services de sécurité qui ont consenti d'énormes sacrifices pour la sauvegarde des institutions du pays seraient-ils finalement usés par la politique de compromission dictée par le pouvoir politique à l'égard des islamistes armés ?

Abachi L.

CONSTRUCTION DU TRIBUNAL DE BORDJ-MENAÏEL

Comment redonner à la justice algérienne un nouveau visage ?

A voir la qualité de la construction du nouveau tribunal de Bordj-Menaïel, les justiciables ne manqueront certainement pas de se poser la question suivante : la justice algérienne s'arme-t-elle désormais de la volonté de rompre avec la gestion archaïque profusément décriée par la société algérienne ? Au sortir de la visite du projet cité plus haut, visite effectuée en compagnie de Medjereb Daoudi, procureur général de la cour de Boumerdes, et de M^{me} Chelach, directrice du logement et des équipements publics (DLEP) de la wilaya de Boumerdes, on pourrait dire que l'institution de M. Medjereb se modernise.

"Le citoyen qui entrera dans ce tribunal aura le sentiment d'entrer dans une véritable institution de l'Etat", insiste M^{me} Chelach. Les concepteurs de l'architecture de la bâtisse ont allié judicieusement modernité et tradition mauresque. Ce n'est pas le luxe tapageur qui se dégage du nouveau tribunal mais une sobriété qui sied à merveille aux lieux où seront rendus des jugements au nom du peuple. Dès son entrée dans un vaste hall, le visiteur trouvera toutes les informations utiles. Le guichet unique l'accueillera pour

accomplir ses démarches et le tableau au plasma lui communiquera les informations nécessaires. Des deux côtés du hall se trouvent les salles d'audience (pénales et affaires civiles) vastes et aérées. Le second étage est réservé aux bureaux. Lors de sa visite d'inspection, Tayeb Belaïz, ministre de la Justice et garde des Sceaux, avait donné des instructions pour l'utilisation des moyens modernes de communication dans cette institution qui sera dotée d'un réseau informatique notamment.

Par ailleurs, le ministre s'est montré intransigeant quant à la qualité des travaux et l'utilisation des matériaux nobles. Le visiteur ne manquera pas de relever la lumière à profusion au milieu du bâtiment. En plus de nombreuses fenêtres assez grandes, une coupole vitrée laisse entrer la lumière jusqu'au rez-de-chaussée éclairant ainsi les guichets. "C'était un choix délibéré pour mettre la justice dans la transparence", affirme M^{me} Amrouni, sous-directrice des projets au ministère de la Justice. A notre demande les géolés ont été visités. Elles sont spacieuses, lumineuses et recouvertes de faïence.

C'est la justice qui s'humanise ?

Probablement. M^{me} Amrouni espère que les autres institutions suivront l'exemple de ce tribunal et ce, au plan architectural, répartition des services et disponibilité des commodités. Selon le procureur général, la prochaine année judiciaire de la circonscription de Bordj-Menaïel s'accomplira dans ce tribunal. "Je ne partirai pas de Boumerdes avant de faire de sa cour de justice la meilleure", ne cesse de répéter M. Medjereb. Dans notre pays un responsable qui prend des engagements par conviction et en dehors des aléas d'une carrière est une denrée rare par les temps qui courent. L'homme affable, pondéré, persévérant, réussira sans aucun doute à concrétiser ses promesses. Au niveau des infrastructures, un vaste programme de réhabilitation et de constructions qu'il supervise d'ailleurs est, en effet, en cours de réalisation.

Concernant le projet du nouveau siège de la cour de la ville de Boumerdes, M. Medjereb a fait une autre promesse, celle de mettre à la disposition exclusive de la presse un bureau avec moyens de rédaction et de communication. Ce serait une première en Algérie.

A. L.

ALGER

Vol au chantier "Titanic" de Belouizdad

Une dame a été victime, hier aux environs de 8h, d'un vol au niveau du chantier Titanic relevant de la commune de Sidi M'hamed. La jeune femme, qui se dirigeait vers son lieu de travail, a été surprise lorsque des malfaiteurs lui arrachèrent sa chaîne en or. Après ce vol, les auteurs, comme à l'accoutumée, ont pris la fuite à travers le chantier Belhafaf communément appelé Titanic. Il est à noter que ce chantier est devenu un lieu prisé des voleurs qui, après leur forfait, prennent la poudre d'escampette sans être inquiétés.

B. C.

TIZI-OUZOU / TIRMITINE

L'AEP, ce parent pauvre du développement local

De tous les secteurs du développement local à Tirmatine, commune rurale du sud de Tizi-Ouzou, l'AEP demeure et reste de loin la préoccupation majeure des citoyens et de l'exécutif actuel de l'APC. Ce problème concerne particulièrement les villages concentrés sur deux des versants parmi les trois qui forment la commune. Il s'agit d'Aït-Arif et de Zerrouda, situés l'un comme l'autre au bout du réseau d'alimentation. Ces deux versants, considérés comme la partie haute de la commune, sont alimentés à partir du oued Bouguedoura, contrairement à la partie basse, à savoir Tirmatine, où l'alimentation se fait à partir de la station de pompage de Tassadort, à Betrouna dans la commune de Tizi-Ouzou. Ce qui fait d'elle, selon des membres de cette APC, une région plus nantie en matière d'AEP.

La vétusté du réseau domestique d'alimentation, à en croire le P/APC de cette commune, serait la raison principale de ce désagrément où prend naissance un des plus cruciaux besoins et qui se fait sentir dans toute son ampleur et avec plus d'acuité lors des périodes estivales où l'eau ne coulerait que rarement dans les robinets et où les pénuries durent plusieurs jours. Les conduites, dont on nous montre un tronçon, seraient dans un état de vétusté très avancé et ne peuvent plus permettre qu'un très faible débit.

Le diamètre du prototype de ces conduites, et qui est initialement de 63 cm, est réduit par l'effet de l'emplacement à seulement quelques centimètres et ne peut, effectivement, débiter qu'une

quantité insignifiante d'eau. Ce réseau, dans certains cas, existerait depuis plus de quarante ans. La prise en charge de ce volet par le présent PCD ne répondrait pas de manière efficace à même de soulager les nombreux villages souffrant de ce problème récurrent et qui atteint des pics pendant les périodes de grandes chaleurs.

L'enveloppe consacrée, de l'ordre de 100 millions de centimes, à la réfection de quelques conduites semble être largement en deçà des besoins réels. Ce projet touche certainement le versant Zerrouda, où les travaux d'installation d'une nouvelle conduite en PHD, sont visibles le long de la route menant à cette région. Les habitants des villages de Zerrouda verront-ils le bout du tunnel, eux, qui ont à leur actif plusieurs démarches et réclamations auprès des autorités concernées ? Démarches qui seraient toujours soutenues par les élus locaux. L'on se rappelle les sit-in de l'année passée devant le siège de la daïra de Draâ-Ben-Khedda et devant les locaux de l'ADE de Tizi-Ouzou. Pour le P/APC, M. Senaoui, ce secteur, qui focaliserait l'attention des services de son APC, devrait bénéficier d'une enveloppe supplémentaire dans le cadre du budget complémentaire en matière de PCD, pour le deuxième semestre de l'année en cours.

"C'est le seul moyen, en plus du travail qui échoit aux services de l'hydraulique pour la réfection de certaines conduites, qui atténuerait graduellement le problème d'AEP dans notre circonscription", conclut-il.

R. A.